

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : le Premier Ministre annonce l'accélération du calendrier d'ouverture financière lors du Forum Economique Mondial à Dalian

Marché obligataire : la PBoC a lancé une consultation pour avis concernant le trading sur obligations ayant fait défaut sur le marché interbancaire

Banques : Bank of Hangzhou et Bank of Ningbo agréées pour les filiales de gestion de patrimoine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : rencontre entre les Présidents Trump et Xi à Osaka

Guerre commerciale : retrait de huit entités chinoises de la « unverified list » du département du Commerce américain (DoC)

ALE : vingt-sixième cycle de négociations du RCEP à Melbourne

ALE : quinzième cycle de négociations pour un ALE Chine-Norvège à Oslo

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Accès au marché : publication de nouvelles listes négatives

Investissements entrants : publication du catalogue des secteurs encouragés pour les investissements étrangers

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Construction navale : les deux principales entreprises du secteur annoncent leur intention de fusionner

Automobile : Baidu renforce son engagement dans l'intelligence artificielle (IA) et les véhicules autonomes

Economie numérique : le ministre de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT), Miao Wei, fixe les priorités de la Chine dans le développement des logiciels

Economie numérique : le Ministère de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT) épingle les pratiques de certaines entreprises sur internet

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : 2ème réunion de la Plateforme de coopération Energie UE – Chine à Pékin le 3 juillet

Développement durable : entrée en application le 1er juillet d'une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers à Shanghai

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Assurance : FWD Group acquiert la branche assurance de la banque thaïlandaise Siam Commercial Bank

Bourse : Hong Kong devrait accueillir l'introduction en bourse la plus importante de 2019 avec AB InBev

Consommation : baisse des ventes au détail pour le 4^{ème} mois d'affilée



BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : le Premier Ministre annonce l'accélération du calendrier d'ouverture financière lors du Forum Economique Mondial à Dalian

Le 2 juillet, lors du Forum Economique Mondial à Dalian, le Premier Ministre Li Keqiang a annoncé une accélération du calendrier d'ouverture financière. Ainsi, la levée des plafonds sur les sociétés de valeurs mobilières (*securities firms*), de futures et d'assurance par des sociétés étrangères d'ici 2020, soit un an plus tôt que prévu. Il a également souligné que les institutions à capitaux étrangers des secteurs du *reporting* du crédit, des gestionnaires des moyens de paiement et des agences de notation bénéficieraient du traitement national. Par ailleurs, « l'ouverture du marché obligataire, dans les deux sens, sera élargie ». Le premier Ministre a affirmé que le taux de change du RMB restera globalement stable à un niveau d'équilibre adaptatif et que la « Chine ne s'engagera pas dans une dévaluation compétitive ». La liste négative limite pour le moment à 51% l'actionnariat étranger dans les sociétés de valeurs mobilières, de futures ou l'assurance-vie. L'abandon de cette limite a été annoncé pour 2021 lors de la visite du Président Trump en Chine en novembre 2017.

En 2018, la Chine avait déjà aboli les plafonds sur l'actionnariat étranger des banques chinoises, et relevé de 50% à 51% le pourcentage maximum qu'une société étrangère peut détenir dans une société d'assurances. Les autorités ont approuvé des demandes d'UBS, JP Morgan et Nomura d'établir des sociétés de courtage détenues en majorité par la maison-mère.

Le partenaire chinois de Morgan Stanley dans la coentreprise de valeurs mobilières, Huaxin Securities, a annoncé la mise en vente de 2% du capital de la JV pour 55M USD, tout comme Shanghai International Trust, le partenaire de JP Morgan. Les deux banques américaines ont annoncé leur intention de passer de 49% à 51% dans leurs JVs respectives.

Marché obligataire : la PBoC a lancé une consultation pour avis concernant le trading sur obligations ayant fait défaut sur le marché interbancaire

La PBoC a commencé le 28 juin une consultation pour avis concernant la négociation (le trading) des obligations ayant fait défaut sur le marché interbancaire, à la suite d'une vague de défaillances des sociétés l'année dernière. Cette consultation éclaire les définitions, la divulgation des informations et les mesures que les investisseurs devraient prendre contre les risques. La consultation est ouverte à avis public jusqu'au 13 juillet.

L'année dernière, le défaut obligataire de sociétés a presque quadruplé par rapport à 2017, atteignant un record de 120Mds RMB (17,53Mds USD). La PBoC a initié un programme pilote sur la négociation des obligations en défaut sur le marché interbancaire au second semestre de 2018. Dans le cadre de ce programme, *China Foreign Exchange Trading System & National Interbank Funding Center* relevant de la PBoC et *Beijing Financial Assets Exchange* ont commencé à organiser ces opérations anonymes.

Pour mémoire, avant la mise en place de ce programme pilote d'échange d'obligations ayant fait défaut, il y avait deux moyens de les traiter: les négociations privées et les procédures judiciaires. Les procédures judiciaires prennent généralement plus de trois ans et le résultat est très incertain, alors qu'il est difficile d'évaluer les obligations en défaut dans le cadre de négociations privées.

Banques : *Bank of Hangzhou* et *Bank of Ningbo* agréées pour les filiales de gestion de patrimoine

Bank of Hangzhou et *Bank of Ningbo* sont devenues les premières banques commerciales urbaines à obtenir l'approbation du régulateur des banques et des assurances de la Chine (CBIRC) pour l'établissement des filiales de gestion de patrimoine. L'objet de cette mesure est d'internaliser des actifs qui auparavant figuraient de manière opaque au hors-bilan des banques concernées. A fin 2018, *Bank of Hangzhou* disposait de 193,2Mds RMB de produits de gestion de patrimoine (*wealth management products- WMP*) dont 197Mds RMB de produits non garantis et *Bank of Ningbo* possédait 259,4Mds RMB de *WMP*. Selon les règles, les banques ont dû effectuer les préparatifs afférents à leurs filiales de gestion de patrimoine dans un délai de six mois à la suite de l'autorisation de la CBIRC qui passera en revue les préparatifs avant d'accorder des licences pour démarrer les activités.

Fin 2018	Bank of Hangzhou	Bank of Ningbo	Requis par la CBIRC
Création	1996	1997	-
Lieu	Zhejiang	Zhejiang	-
Actif total (Mds RMB)	856.9	1,116.4	-
Ratio d'adéquation des fonds propres	13.5%	14.9%	10.5%
Ratio d'adéquation des fonds propres-Tier 1	10.1%	11.2%	8.5%
Ratio d'adéquation des fonds propres-Core Tier 1	8.3%	9.2%	7.5%

Pour mémoire, la CBIRC a publié le 2 décembre 2018 les « Mesures administratives pour les filiales de gestion de patrimoine des banques commerciales » (*wealth management subsidiaries*) permettant aux *WMP* ouverts au public d'investir directement en actions et d'investir jusqu'à 35% du total de leur actif net dans des actifs de dette non-standard¹ (contre 4% auparavant). Cette nouvelle mesure sur les filiales de gestion de patrimoine des banques commerciales, sert de complément à la régulation très restrictive sur la gestion d'actifs publiée en avril, et apparaît ainsi moins contraignante que prévu. L'objectif de cette mesure est en partie de mettre fin aux garanties implicites des banques contre les pertes potentielles subies par les investisseurs et ainsi de réduire l'aléa moral.

Pour le moment, les banques manifestent un engouement prononcé à créer des unités de gestion de patrimoine. Selon *Ernst & Young*, 31 banques ont annoncé leurs plans d'établir des filiales de gestion de patrimoine dont la moitié sont des banques commerciales urbaines. Avant *Bank of Hangzhou*, la CBIRC a autorisé six grandes banques d'Etat - *Bank of China (BOC)*, *Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)*, *China Construction Bank (CCB)*, *Bank of Communications*, *Agricultural Bank of China* and *the Postal Saving Bank of China*. Les filiales de gestion de patrimoine de CCB et ICBC ont été les premières à démarrer leurs activités au début de ce mois. Trois *joint-stock* banques nationales - *China Merchants Bank*, *Everbright Bank* and *Industrial Bank* - ont également obtenu la licence requise.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ Ces produits de financement complexes, souvent apparentés aux activités bancaires parallèles, comprennent notamment les prêts de fiducie (*trust loans*) et les acceptations bancaires (*banker's acceptance*).

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : rencontre entre les Présidents Trump et Xi à Osaka

A l'issue de leur rencontre en marge du Sommet du G20 à Osaka le 29 juin, les Présidents Donald Trump et Xi Jinping se sont accordés sur une reprise des négociations commerciales en échange de la suspension de la menace d'imposition de tarifs américains sur 300 Mds USD d'importations chinoises ([voir brèves de la semaine du 13 mai](#)). Le Président américain a ajouté que la Chine s'était « engagée à acheter des quantités formidables de produits agricoles et agroalimentaires américains », et ce « presque immédiatement ». M. Trump a également annoncé que les entreprises américaines pourraient vendre leurs équipements à l'entreprise Huawei, dans la mesure où ces équipements ne représentent pas « un grand risque » en matière de sécurité nationale. Le lendemain, le conseiller économique de Donald Trump, Larry Kudlow, a précisé que Huawei ne bénéficierait pas d'une « amnistie générale » et que le département du Commerce américain (DoC) fournirait des licences d'exportation pour les produits « *where there is general availability* ». La communication officielle chinoise – tout en se félicitant que Xi Jinping et Donald Trump « après s'être salués d'une poignée de main ferme [...] se soient accordés pour faire progresser la relation sino-américaine sur des bases de coordination, coopération et stabilité » - laisse filtrer peu de détails sur l'accord de trêve. L'envoyé spécial du ministère des Affaires étrangères chinois au G20 juge « bien sûr bienvenus » les propos de Donald Trump sur Huawei, à condition qu'ils se traduisent en actes (« *if the US executes what it says* »).

[Lire la retranscription de la conférence de presse du Président Trump](#) et [son tweet](#)

[Lire la dépêche officielle de l'agence Xinhua](#)

[Lire la déclaration du G20](#)

Guerre commerciale : retrait de huit entités chinoises de la « unverified list » du département du Commerce américain (DoC)

Huit entreprises chinoises ont été retirées, le 27 juin (la décision date du 21 juin), de la « unverified list » (UVL) du département du Commerce américain (DoC), après que les services du DoC aient pu vérifier leur bonne foi (*bona fides*) et la finalité de l'utilisation des biens à double-usage civil et militaire qu'elles produisent. Pour rappel, la « unverified list » recense les entités étrangères ayant été engagées dans des activités d'exportation ou de réexportation de biens américains à double-usage civil et militaire et dont la « bonne foi » (finalité de l'utilisation des biens à double-usage) n'a pas pu être vérifiée. Les entreprises placées sur l'UVL ne peuvent pas se fournir en biens américains soumis à la législation américaine sur le contrôle des exportations, et aucun fournisseur américain ne peut obtenir de licence d'exportation à titre dérogatoire. Les huit entreprises retirées de l'« unverified list » - actives notamment dans le secteur de l'électronique ou de l'aéronautique – y avaient été ajoutées, en compagnie de 29 autres entités chinoises, au mois d'avril dernier (voir brèves de la semaine du 8 avril). Les autorités chinoises n'ont pas réagi à cette décision de retrait.

[Lire l'annonce du Federal Register américain](#)

ALE : vingt-sixième cycle de négociations du RCEP à Melbourne

Le 26^{ème} cycle de négociations du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), réunissant 16 pays d'Asie et d'Océanie*, s'est tenu du 25 juin au 3 juillet à Melbourne. Selon la communication du ministère du Commerce chinois (MofCom) – qui a salué des « progrès positifs » - les discussions ont porté les chapitres relatifs au commerce des biens, au commerce des services, à l'investissement, aux règles d'origine, au « trade relief », aux services financiers, aux télécommunications, à la propriété intellectuelle, au e-commerce et aux dispositions légales. Le MofCom annonce la tenue d'un prochain cycle de négociations de 10 jours à Zhengzhou (province du Henan, Chine) fin juillet, prélude à une réunion ministérielle à Pékin les 2 et 3 août. Pour rappel, 7 chapitres ont été conclus fin 2018 (coopération technique ; PME ; procédures douanières et facilitation des échanges ; marchés publics ; dispositions institutionnelles ; standards sanitaires et phytosanitaires ; réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité). Entamées en 2012 et largement impulsées par la Chine, les négociations du RCEP ont manqué leur cible de conclusion trois années d'affilée (2016, 2017, 2018). L'objectif officiel de conclusion est désormais fixé à la fin 2019. Le Président chinois Xi Jinping s'est exprimé à plusieurs reprises en faveur d'une accélération des négociations, la dernière fois en date au moment de son discours en ouverture du G20 d'Osaka ([voir brèves de la semaine du 24 juin](#)). Le journal japonais *Nikkei Asian Review*, dans un article publié à la mi-juin, relayait une information selon laquelle la Chine aurait proposé à ses partenaires de l'ASEAN d'exclure l'Inde des négociations - ce que le MofCom a nié, jugeant ces allégations « *not in line with facts* ».

* Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

ALE : quinzième cycle de négociations pour un ALE Chine-Norvège à Oslo

Le 15^{ème} cycle de négociations pour un accord de libre-échange entre la Chine et la Norvège s'est tenu du 24 au 27 juin à Oslo. Selon le ministère chinois du Commerce (MofCom), les négociations ont porté sur les chapitres relatifs au commerce des biens, au commerce des services, à l'investissement, aux barrières techniques au commerce, aux mesures sanitaires et phytosanitaires, aux recours commerciaux, aux marchés publics, à l'environnement, à la politique de concurrence, au e-commerce, aux dispositions légales et au règlement des différends. Pour rappel, les négociations Chine-Norvège ont repris en avril 2017 après avoir été suspendues en 2011 suite à l'attribution du Prix Nobel de la Paix au dissident chinois Liu Xiaobo.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

CLIMAT DES AFFAIRES

Accès au marché : publication de nouvelles listes négatives

Le 30 juin 2019, le ministère du Commerce (MofCom) et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) ont conjointement publié deux nouvelles listes négatives, une applicable à l'échelle nationale et l'autre applicable au sein des zones pilote de libre-échange. Pour rappel, il existe 12 zones pilote de libre-échange, situées à Shanghai, Tianjin, Chongqing, dans le Guangdong, le Fujian, le Zhejiang, le Henan, le Sichuan, le Shaanxi, le Hubei, le Liaoning, et sur l'île de Hainan. Ces deux listes entreront en vigueur le 30 juillet. 8 secteurs ont été supprimés de chacune des deux listes. A l'échelle nationale, ont été supprimées les restrictions touchant à l'exploitation de pétrole, de gaz et de certains métaux non-ferreux, l'exploitation de réseaux du gaz et du chauffage dans les villes de plus de 500 000 habitants, la navigation, certains services de télécommunication à forte valeur ajoutée, les agences de spectacles ainsi que la construction et l'opération de salles de cinéma. Au sein des zones pilote de libre-échange, ont notamment été supprimées les restrictions relatives à la pêche et l'impression de publications. Dans un communiqué, la Chambre européenne de commerce en Chine se réjouit de cette nouvelle publication tout en appelant à des réformes systémiques.

[Lire le communiqué de la Chambre européenne](#)

Investissements entrants : publication du catalogue des secteurs encouragés pour les investissements étrangers

Le 30 juin 2019, le ministère du Commerce (MofCom) et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) ont conjointement publié la version définitive du catalogue des secteurs encouragés pour les investissements étrangers, qui entrera en vigueur le 30 juillet. Ce catalogue est composé de deux parties : la première pour les secteurs encouragés dans toute la Chine, et la deuxième pour les provinces du centre et de l'ouest, du nord-est, et l'île de Hainan. Les secteurs figurant dans ce catalogue pourront bénéficier d'avantages en matière de droits de douane à l'importation, en matière fiscale et d'accès au foncier. Par rapport au catalogue de 2017, cette nouvelle version met davantage l'accent sur les secteurs de l'automobile, des hautes technologies, et de la transition écologique.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Construction navale : les deux principales entreprises du secteur annoncent leur intention de fusionner

Le 1er juillet 2019, les huit filiales constitutives de China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC) et China State Shipbuilding Corporation (CSSC) ont annoncé un plan de fusion entre les deux entreprises, dont le chiffre d'affaires cumulé s'est élevé à 511 Mds CNY (65,9 Mds EUR) en 2018. La *State-owned Asset Supervision and Administration Commission (SASAC)*, organe chargé de la supervision des entreprises d'Etat, aurait manœuvré depuis plusieurs mois pour conclure cette opération. Outre la construction navale, les deux groupes ont également des activités dans les domaines de l'armement, de l'énergie, de l'électronique et du ferroviaire. Si finalement approuvée par les autorités régulatrices, la nouvelle entité ainsi créée deviendrait le deuxième producteur mondial du secteur puisque les deux groupes ont représenté 13% des commandes, en termes de tonnage, dans le monde en 2018.

Le secteur de l'industrie navale revêt une importance stratégique pour la Chine, qui en avait fait l'un des dix secteurs prioritaires de sa stratégie *Made In China 2025*, destinée à orchestrer la montée en gamme technologique du pays. Dans les faits, la Chine représente aujourd'hui 43% de la production navale mondiale et le processus de consolidation du secteur est déjà en marche puisque 72% des commandes enregistrées en 2018 ont été attribuées à 10 chantiers d'après BRS, une entreprise de courtage de navires.

Cette annonce intervient précisément 20 ans après la séparation des deux groupes, tous deux contrôlés par l'Etat. En effet, jusqu'au 1er juillet 1999, CSIC et CSSC ne formaient qu'un seul conglomérat mais les deux entités avaient été scindées afin de favoriser la compétition dans le secteur. D'après Oxford Economics, cette marche-arrière s'inscrit dans le cadre de la politique industrielle chinoise visant à reconstituer des champions nationaux dans le but d'augmenter leur compétitivité internationale. Ce processus de consolidation, qui s'est particulièrement accéléré depuis 2012 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, est visible dans d'autres domaines. Dans le secteur ferroviaire, la naissance par fusion en 2015 de China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) a permis l'émergence du leader mondial de la production de wagons. Plus récemment, le rachat de Magang Steel par Baowu Steel (deuxième producteur mondial d'acier, lui-même issu de la fusion en 2016 entre Baosteel Group et Wuhan Iron and Steel) témoigne également de cette tendance.

[Lire le rapport annuel de BRS sur le secteur de la construction navale](#)

Automobile: Baidu renforce son engagement dans l'intelligence artificielle (IA) et les véhicules autonomes

A l'occasion de la *Create AI Developer Conference*, organisée à Pékin par Baidu, le fondateur et PDG de l'entreprise, Robin Li, a effectué mercredi 3 juillet de nombreuses annonces confirmant la stratégie de développement du groupe vers l'intelligence artificielle et les véhicules autonomes. Plusieurs programmes de coopération ont été présentés dans ces domaines.

Tout d'abord, Baidu a cosigné une déclaration de 146 pages avec 10 acteurs majeurs du marché des véhicules autonomes, parmi lesquels Daimler, Volkswagen, Intel et Infineon. Le but de ce document, intitulé *Safety First For Automated Driving*, est de définir un cadre général non-contraignant pour les entreprises du secteur afin de produire des véhicules sécurisés et dont les algorithmes répondent à certaines normes. Geely, un constructeur automobile basé à Hangzhou (Zhejiang), a par ailleurs annoncé un partenariat avec Apollo, la plateforme de conduite autonome développée par Baidu, pour le développement conjoint de solutions de « connectivité intelligente » (*smart mobility*). Baidu fournira

par ailleurs le logiciel Apollo Minibus à Toyota afin d'assurer la conduite des véhicules e-Palette de la marque japonaise. Enfin, le groupe a présenté le 4 juillet ses 100 premiers bus autonomes de niveau 4, fruit d'un partenariat avec le constructeur King Long United Automotive Industry. Sur une échelle de 5, le niveau 4 correspond à un « haut degré d'automatisation », permettant une conduite complètement autonome « sous certaines conditions ». Ces véhicules seront déployés dans des villes telles que Pékin, Xiongan, Shenzhen ou Tokyo.

En ce qui concerne l'IA, Baidu a présenté la dernière version de son système Duer OS 5.0, qui permet notamment des interactions humain-machine améliorées ainsi que Kunlun, une puce dédiée à l'IA permettant des applications comme le *deep learning* ou le traitement du langage. D'autres partenariats avec Huawei et Intel ont également été annoncés.

Malgré cette communication active, l'action de Baidu a perdu 0,66% à la bourse de New York à la suite des déclarations de Robin Li. Le 1er mai, l'action du groupe avait atteint son niveau le plus bas sur les cinq dernières années à 110 USD.

[Lire la publication *Safety First For Automated Driving* cosignée par Baidu](#)

Economie numérique : le ministre de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT), Miao Wei, fixe les priorités de la Chine dans le développement des logiciels

Miao Wei, le Ministre du MIIT, s'est exprimé le 2 juillet 2019 à l'occasion de la 23ème Exposition internationale des logiciels organisée à Pékin. Lors de son discours, Mr Wei a insisté sur l'importance de l'industrie des logiciels pour le développement des nouvelles technologies de l'information mais aussi en tant qu'infrastructure de soutien aux industries manufacturières. Selon les chiffres publiés par le MIIT, les logiciels ont généré 6 300 Mds CNY (814 Mds EUR) de revenus en 2018, ce qui représente une progression annuelle de 14,2%.

Le ministre a néanmoins souligné un certain nombre d'obstacles, parmi lesquels « le manque d'entreprises leaders au niveau international » ainsi que le « déficit structurel de talents ». Dans cette optique, la promotion de grandes entreprises ayant une « influence de marché » et « l'intégration renforcée » des logiciels dans l'économie réelle ont été présentés comme des priorités à suivre. A l'international, cette stratégie passe, selon le ministre, par une coopération accrue dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie (BRI).

Cette annonce s'inscrit dans le contexte du développement de la Route de la soie du numérique (数字丝绸之路), une initiative mentionnée pour la première fois en mars 2015 dans une publication conjointe de la Commission National pour le Développement et la Réforme (NDRC), du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère du Commerce. Depuis, ce concept a été repris de nombreuses fois, y compris par Xi Jinping lui-même lors du premier forum BRI organisé à Pékin en mai 2017. Via ce programme, les entreprises chinoises mènent des coopérations technologiques dans les domaines variés tels que les infrastructures télécoms, l'e-commerce ou encore l'Internet des objets (IoT).

Economie numérique: Le Ministère de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT) épingle les pratiques de certaines entreprises sur internet

Le 4 juillet 2019, le MIIT a publié sa liste trimestrielle des entreprises présentant des failles dans leur gestion des données personnelles des utilisateurs. Parmi les entreprises ciblées, Baidu est notamment accusé de facturer certains services de façon malhonnête et d'obliger les utilisateurs à télécharger



certains logiciels de façon abusive. Ele.me, une application de livraison de repas, se voit quant à elle reprocher de ne pas expliciter clairement ses conditions générales.

Parallèlement, le MIIT a révélé les résultats d'un recensement du nombre de plaintes et réclamations adressées par les usagers aux trois principaux opérateurs télécoms du pays : China Telecom (3 709), China Unicom (4 045) et China Mobile (9 496).

[Lire la liste complète des entreprises incriminées par le MIIT \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : 2^{ème} réunion de la Plateforme de coopération Energie UE – Chine à Pékin le 3 juillet

Centrée sur les questions de promotion et d'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux électriques en Chine, la 2^{ème} réunion de la Plateforme de coopération Energie UE – Chine a permis à la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), à l'Agence nationale de l'énergie (NEA), au *China Renewable Energy Engineering Institute* (CREEI), au *China Energy Engineering Group* et à l'université Tsinghua de dresser un panorama complet du secteur des renouvelables en Chine, présentant également les orientations de développement et les sujets de coopération potentielle intéressant la Partie chinoise.

L'emphase a été mise sur les projections de la consommation d'électricité chinoise sur les prochaines années cela impliquant le développement de nouvelles capacités de renouvelables pour répondre aux besoins spécifiques du marché chinois (objectifs environnementaux, besoins en termes de mobilité, spécificités climatiques et géographiques, ressources naturelles disponibles, etc.). A titre d'illustration, en matière de transports, la Chine prévoit de développer un marché d'environ 600 millions de véhicules de passagers en 2050 (soit le triple du marché actuel) dont 400 millions de véhicules électriques, cette projection appelant naturellement à une transformation des infrastructures énergétiques actuelles.

En outre, l'intégration des renouvelables pose de nouveaux défis à la Chine, en matière d'interconnexion et de distribution d'électricité, de stockage d'énergie ou en matière de mécanismes de marché (marchés spots, marchés inter régions, etc.). La Chine est par conséquent intéressée par des coopérations sur ces sujets pour accompagner sa transition énergétique. Par ailleurs, la Chine travaille à la modélisation numérique des réseaux électriques ce qui pourrait représenter, dans le cas de la libéralisation des données du secteur, de nouvelles opportunités de services autour des échanges d'énergie sur le marché chinois.

Pour mémoire, selon les chiffres du Bureau des statistiques, les renouvelables représentaient 19% de la production d'électricité chinoise au T1 2019 : 13% pour l'hydroélectricité, 5% pour l'éolien et 1% pour le solaire.

Développement durable : entrée en application le 1^{er} juillet d'une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers à Shanghai

En application de la nouvelle réglementation sur la gestion des déchets ménagers à Shanghai entrée en application le 1^{ère} juillet 2019, un système de tri des déchets doit être strictement respecté sous peine d'amendes entre 50 à 200 CNY (env. 6 à 26 EUR) pour les individus et jusqu'à 50 000 CNY (env. 6 450 EUR) pour les personnes morales. Les déchets y sont désormais classés en quatre catégories : déchets recyclables, déchets toxiques, « déchets humides » et « déchets secs ».

Après Shanghai, de nouvelles règles de tri des déchets vont aussi s'appliquer à Pékin sur la base de 4 catégories légèrement différentes de celles définies à Shanghai : déchets recyclables, déchets toxiques, déchets alimentaires et autres déchets. Après Shanghai et Pékin, le système devrait être étendu dans 44 autres villes pilotes chinoise d'ici fin 2020.



Pour mémoire, ces mesures (portées par le Ministère de l’habitat et du développement urbain et rural) pour le tri des déchets ménagers s’inscrivent dans le cadre plus vaste d’une politique de réduction des déchets mentionnée à plusieurs reprises par le Président M. Xi Jinping (cf. *Brèves* du 10 juin 2019).

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

Assurance : FWD Group acquiert la branche assurance de la banque thaïlandaise Siam Commercial Bank

FWD Group réalise sa huitième opération de fusions-acquisitions en cinq ans en acquérant SCB Life Assurance, une filiale de la banque thaïlandaise Siam Commercial Bank. Le montant de la transaction s'élève à environ 3 Mds USD. Il s'agit de la plus importante acquisition d'assurance en Asie du Sud-Est en termes de valeur, et intervient seulement trois jours après l'annonce de FWD Group d'acheter MetLife Hong Kong, pour un montant estimé à 400 M USD. Cette succession d'opérations financières suscite la spéculation d'une cotation, soit à Singapour, soit à Hong Kong.

Bourse : Hong Kong devrait accueillir l'introduction en bourse la plus importante de 2019 avec AB InBev

Le groupe Anheuser-Busch InBev (AB InBev) prévoirait de lever jusqu'à 9,8 Mds USD avec l'introduction à la Bourse de Hong Kong de sa division asiatique, ce qui correspondrait à la plus importante IPO réalisée au niveau mondial depuis le début de l'année. Budweiser Brewing Company APAC, qui détient un portefeuille de plus de 50 marques de bière dans la région, vendrait 1,6 milliard d'actions primaires à un prix unitaire compris entre 40 et 47 dollars de Hong Kong, pour pouvoir atteindre le montant visé. La capitalisation boursière de l'entreprise pourrait alors atteindre 63,7 Mds USD. Le prix de l'IPO de la division asiatique d'AB InBev devrait être fixé le 11 juillet et la première cotation à Hong Kong pourrait intervenir le 19 juillet.

Consommation : baisse des ventes au détail pour le 4^{ème} mois d'affilée

Le secteur de la distribution enregistre son 4^{ème} mois de baisse des ventes malgré la hausse du nombre de touristes chinois à l'occasion des jours fériés de mai « mini-Golden Week » (+23,6% en g a avec 4,7 M de visiteurs chinois). Les ventes ont reculé sur cette période de 1,3% à 5,1 Mds USD (-4,5% au seul mois d'avril).

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Thomas Harbor, Zilan Huang, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu

Revu par : Estelle Jacques, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Philippe Bouyoux